INITIATIVE DE PROFESSIONNALISATION EN AFRIQUE
CRITÈRES DE SÉLECTION POUR LA MISE EN ŒUVRE DANS LE PAYS
Juillet 2021

Demande de renseignement	Exemples de preuves	Critères d'évaluation des preuves	Échelle (1 to 5)
1. Définissez la nécessité de renforcer les capacités des professionnels de la comptabilité et de l'audit dans le secteur public de votre pays.	a. Le nombre de professionnels de la comptabilité et de l'audit travaillant actuellement dans le secteur public par rapport à la demande. b. Le manque de compétences dans les rôles actuels des finances publiques dans l'ensemble du secteur public. c. Les défis rencontrés dans les récentes réformes de la GFP en raison du manque de capacités. d. L'étendue du besoin, y compris les parties du secteur public qui nécessitent le plus d'attention (par exemple, le gouvernement central, le gouvernement local, les entités publiques). e. Les résultats de l'audit. f. Les recommandations des évaluations diagnostiques telles que le PEFA, le ROSC, etc.	Un besoin identifiable, selon les indicateurs, sur des sujets correspondant aux projets de l'API et pour lesquels un soutien est jugé approprié.	1. Le secteur public dispose d'assez de professionnels de la comptabilité ayant les compétences adéquates. 2. Le secteur public dispose d'assez de professionnels de la comptabilité, mais certaines compétences font défaut. 3. Le secteur public dispose de professionnels de la comptabilité, mais a besoin de plus, et certaines compétences font défaut. 4. Le secteur public dispose d'un faible nombre de professionnels de la comptabilité et les compétences sont insuffisantes. 5. Le secteur public ne dispose pas de professionnels de la comptabilité.
2. Le pays a-t-il fait preuve de volonté politique pour adopter les normes internationales de comptabilité et d'audit pour le secteur public ?	a. Adoption et mise en œuvre prévues ou effectives des normes comptables internationales du secteur public (IPSAS)/OHADA. b. Adoption et mise en œuvre prévues ou effectives des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI) par l'institution supérieure de contrôle du pays.	Degré d'engagement à adopter et à mettre en œuvre les normes internationales.	1. Pas d'adoption prévue des normes internationales. 2. Adoption prévue de certaines normes internationales. 3. Adoption prévue de normes internationales de comptabilité, d'audit et de déontologie. 4. Mise en œuvre intégrale et effective pour certaines normes internationales, adoption prévue pour d'autres.

	c. Adoption et mise en œuvre prévues ou effectives du Code international d'éthique des comptables professionnels, ou de son équivalent local, pour les comptables du secteur public.		5. Mise en œuvre intégrale et effective des normes internationales en matière de comptabilité, d'audit et d'éthique
3. Identifiez les principaux acteurs qui soutiennent cette demande et fournissez la preuve de leur soutien. Il convient également de fournir des preuves de la coopération actuelle de ces acteurs.	a) Lettres de soutien des parties prenantes respectives. b) Des exemples d'activités de coopération existantes entre les parties prenantes. Cela pourrait inclure les acteurs clés suivants : i. Les dirigeants politiques ii. Le trésorier général du trésor iii. L'institution supérieure de contrôle iv. Une organisation professionnelle de comptabilité ou un organisme de réglementation comptable v. La Commission de la Fonction publique (Pour une liste plus complète, veuillez consulter le « document technique l'API » Question 3)	Un soutien manifeste à l'initiative de la part de toutes les parties prenantes clés et une volonté de coopérer. En particulier, il faudrait des preuves indiquant la solidité de la relation entre le trésorier général du trésor (ou équivalent), l'institution supérieure de contrôle et la ou les organisations comptables professionnelles (OCP).	1. Aucune preuve de soutien ou de coopération de la part des parties prenantes. 2. Preuves de soutien de la part de certaines parties prenantes clés ; et preuves limitées ou inexistantes de soutien de la part d'autres parties prenantes. 3. Soutien avéré de toutes les parties prenantes clés, mais pas de coopération avérée entre elles. 4. Preuve du soutien de toutes les parties prenantes clés et de la volonté de coopérer entre elles. 5. Preuve du soutien de toutes les parties prenantes clés et preuve historique de leur capacité à coopérer les unes avec les autres.
4. Décrivez les sources de financement potentielles disponibles pour soutenir une initiative de professionnalisation locale.	Toute preuve d'un soutien financier potentiel sera prise en compte. Il peut s'agir de : a. un financement potentiel du gouvernement. b. un financement potentiel des bailleurs de fonds nationaux.	Probabilité d'une aide financière à l'initiative de professionnalisation de la part du gouvernement ou des bailleurs de fonds afin de garantir sa pérennité à moyen terme.	1. Aucun soutien financier disponible. 2. Soutien financier limité des bailleurs de fonds nationaux. 3. Soutien financier important des bailleurs de fonds nationaux 4. Soutien financier important du gouvernement et des bailleurs de fonds nationaux. 5. Engagement total de financement de la part du gouvernement.

5. Décrivez toute activité existante ou antérieure de renforcement des capacités de GFP qui a été réalisée dans le pays et le statut de ces initiatives.	Brefs rapports ou comptes rendus sur des activités récentes ou existantes, par exemple : a. Formation continue des fonctionnaires actuels de la GFP. b. Incorporation du contenu du secteur public dans les programmes d'études de comptabilité. c. Détachements entre les cabinets comptables et le gouvernement.	Preuve que des mesures ont été prises dans le pays pour répondre au besoin identifié à la question 1.	1. Aucune preuve 2. Peu de preuves 3. Quelques preuves 4. Assez de preuves 5. Plusieurs preuves
6. Quelle organisation et quels individus dirigeraient l'initiative de professionnalisation locale ?	Un engagement écrit de l'organisation principale et une courte biographie des personnes qui soutiendront l'initiative.	L'ancienneté/l'autorité et l'expérience des individus. La capacité de l'organisation à jouer ce rôle.	1. Aucune organisation ou personne principale identifiée. 2. Organisation principale identifiée, mais avec des capacités limitées. 3. Organisation principale dotée de capacités, mais dont la responsabilité est déléguée à des personnes de rang inférieur. 4. Organisation principale dotée de capacités et dont les responsabilités sont assumées par des personnes de haut niveau. 5. Organisation principale ayant les capacités et dotée de personnes expérimentées en matière de renforcement des capacités.
7. Pouvez-vous partager des informations supplémentaires pour étayer l'état de préparation de votre pays à la mise en œuvre d'une initiative de renforcement des capacités de comptabilité professionnelle dans le secteur public ?			